Migrants, Unesco, Climat, TPP : Comment les Etats-Unis sortent des accords internationaux

03/12/2017 à 18h36

« ***Nos décisions sur les politiques d'immigration doivent toujours être prises par les Américains et les seuls Américains.*** » C'est ainsi que l'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations Unies a justifié samedi 2 décembre son retrait du Pacte mondial pour la gestion des migrants et réfugiés. Depuis un an, ce principe de « ***l'Amérique d'abord*** » a déjà conduit le président américain Donald Trump à se retirer de plusieurs accords internationaux majeurs ou à les critiquer dans de nombreux domaines.

Critique générale des Nations unies. M. Trump demande une réforme de l'ONU dont il dénonce « *la bureaucratie* » et la « *mauvaise gestion* » alors que Washington est le premier contributeur financier de l'organisation. Jeudi, l'ambassadrice américaine Nikki Haley a souligné que Washington poursuivrait l'évaluation de son « *niveau d'engagement* » au sein de « *toutes les agences du système des Nations unies* ».

Retrait du Pacte sur les migrants. En septembre 2016, les 193 membres de l'Assemblée générale de l'ONU avaient adopté à l'unanimité un texte appelé Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants qui vise à améliorer à l'avenir leur gestion internationale (accueil, aide aux retours…). Il devait servir de base pour créer un Pacte mondial sur les migrants et réfugiés en 2018. La mission américaine auprès de l'ONU a annoncé samedi que les Etats-Unis mettaient fin à leur

participation à ce pacte car la déclaration adoptée « *comprend plusieurs dispositions qui sont incompatibles avec les politiques américaines d'immigration et de réfugiés et les principes édictés par l'administration Trump en matière d'immigration* ».

Retrait de l'Unesco. Les Etats-Unis ont annoncé le 12 octobre qu'ils se retiraient de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), accusant l'institution d'être « *anti-israélienne* ». Les Etats-Unis conserveront un statut d'observateur jusqu'à leur retrait effectif à la fin 2018.

Retrait de l'Accord de Paris. Le 1er juin, le président américain a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris, conclu par 195 pays en 2015, et son intention de chercher « *un nouvel accord* » mondial sur le changement climatique, considérant que celui-ci était « *très injuste* » pour son pays puisqu'il permettrait, selon lui, aux autres nations de prendre un avantage sur l'industrie américaine. Le retrait effectif n'interviendra pas avant novembre 2020.

Retrait du partenariat transpacifique. Dès sa prise de fonctions le 20 janvier, Donald Trump a retiré Washington du partenariat transpacifique (TPP), signé en 2015 avec onze pays de la région Asie-Pacifique (mais pas la Chine) représentant 40 % de l'économie mondiale. A la place, le président américain veut négocier des traités « *bilatéraux* » afin de « *ramener les emplois et l'industrie sur le sol américain* ».

Recul sur le nucléaire iranien
(…)

Renégociation de l'Alena avec le Canada et le Mexique
(…)

Critique du libre-échange transatlantique
(…)

Dénonciation de l’OMC

(…)

Le Monde